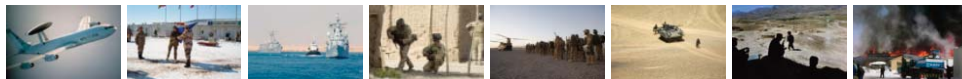




La lettre défense de l'IRIS  
N°9 - Vendredi 23 décembre 2011

# 3P. *Polemos* *Pater* *Panton*



## SOMMAIRE

- ACTUALITÉ DES FORCES ARMÉES p. 2
- DÉBAT STRATÉGIQUE p. 5  
+ *Une armée surarmée mais totalement périmée - par Jean-Vincent Brisset*  
+ «*Kim Jong Un manque de légitimité*» - *Entretien avec Pierre Rigoulot*
- AÉRONAUTIQUE & ESPACE p. 8
- INDUSTRIE p. 10  
+ *Industrie d'armement, le repli français ? - par Jean-Pierre Maulny*
- DÉBAT STRATÉGIQUE p. 12  
+ «*Printemps arabe : L'Algérie ne bougera pas*» - *Entretien avec Alain Cauet*
- NAVAL p. 14
- TERRESTRE p. 15

### 3P. - Parution bi-mensuelle

Directeur de la publication et rédacteur en chef :  
Philippe Migault  
Mail : [3p@iris-france.org](mailto:3p@iris-france.org)

IRIS - 2bis rue Mercoeur, 75011 Paris - FRANCE  
00.33.(0)1.53.27.60.60

Abonnement/Info :  
[info3p@iris-france.org](mailto:info3p@iris-france.org) / Fax : 00.33.(0)1.53.27.60.70

© 3P/IRIS

Conception et réalisation : Gwenaëlle Sauzet / IRIS

## ÉDITO

La trêve des confiseurs, c'est l'occasion de tirer le bilan de l'année passée mais aussi de se livrer au jeu de la prospective, en émettant quelques vœux pieux pour celle qui vient. Les traditions sont sacrées, 3P. s'y conforme.

Quel bilan tirer de 2011 ?

Version gaie, c'est Ben Ali en fuite, Moubarak au placard, la certitude que Kadhafi, enfin, ne plantera plus sa tente nulle part. C'est le départ de Berlusconi, la timide ouverture de la Birmanie...

Mais 2011, c'est surtout une guerre civile en passe de se rallumer en République démocratique du Congo, la Syrie qui bascule dans la tuerie, l'échec patent de l'Occident en Afghanistan, les attentats contre les Chiites irakiens... Autant de tragédies auprès desquelles la déconfiture de la zone Euro s'apparente à une aimable plaisanterie. Certes, pour ceux qui subiront sans doute de plein fouet la dégradation de la note française, voire de celle de l'Allemagne, cela n'a rien de réjouissant. Régression, chômage, sont sans doute les perspectives auxquelles les Européens peuvent s'attendre le plus probablement pour 2012. Mais ce peut être aussi l'occasion de rebondir.

Triple A oublié, Euro à l'agonie... Deux possibilités se profilent : nous nous enfonçons dans la sinistrose et attendons que les Chinois nous rachètent en gros, ou nous reprenons notre destin et le projet politique européen en mains. Puisque le fondamentalisme est dans l'air du temps revenons-en aux sources : le projet européen ne s'est jamais limité à bâtir un vague ensemble politique dont le seul dénominateur commun est la possibilité de commercer ou de spéculer sans entraves. Il ne se réduit pas non plus à la liberté de voter pour des politiciens partageant tous, peu ou prou, la même vision démocrate-chrétienne, sociale-démocrate ou, pour les plus cyniques, strictement libérale.

L'Europe, c'est une nation en devenir. Un ensemble de peuples partageant une vieille histoire commune, le même héritage judéo-chrétien et gréco-latin. Orthodoxes, protestants, catholiques, juifs, athées patentés, marxistes convaincus... Que l'on soit pour Sartre ou Aron, nous puisons nos références, nos valeurs à un même socle, dans la même civilisation. Une civilisation dans laquelle, toujours, l'économie a été conçue comme étant au service de l'homme et non l'inverse. Alors que le nouveau ministre espagnol de l'Économie est un ancien de Lehmann Brothers, que le nouveau Président du conseil italien et le patron de la Banque centrale européenne ont fait leurs humanités chez Goldmann Sachs, il est temps de s'en rappeler.

Noël est là. C'est la fête du partage, pas la grand'messe de la consommation. S'il faut faire un vœu pour 2012, souhaitons la mort du veau d'or, du profit toujours et encore. Les Tunisiens, les Libyens, nous ont montré la voie. Les médias se sont tués à nous le dire : ce sont aux peuples de décider. Prenons-les au mot.

● Philippe Migault, Rédacteur en chef de 3P



# ACTUALITÉ DES FORCES ARMÉES

## Iron Dome : premières interceptions réussies

*Iron Dome* est le nom du système de protection anti-missile qui protège Israël contre les attaques de roquettes et d'artillerie provenant du Sud Liban et de la bande de Gaza. Il est constitué de batteries mobiles d'interception dotées de missiles *Tamir* et de station radars reliées par satellite. Il est opérationnel depuis mars 2011. Les premières batteries ont été déployées dans le Sud autour d'Ashod. Vendredi 8 décembre, il a démontré son efficacité en conditions réelles. Une roquette a été interceptée provenant de Gaza et détruite au-dessus de Kiryat Malachi. Une des critiques autour de ce système malgré son efficacité porte sur son coût : une roquette *Qassam* coûte aux environs de 800 dollars, un missile *Tamir* de 50 à 80 000 dollars. Le système a coûté en développement et production près d'un milliard de dollars. ■

## Premier achat aux Etats-Unis pour MBDA

Le missilier européen a signé le 9 décembre l'accord ratifiant l'achat de *Viper Strike* avec *Northrop Grumman*. Il s'agit d'une société/programme qui construit exclusivement la bombe planante à guidage GPS-laser de 20 kilos, la GBU-44/B *Viper Strike*. Sa précision est de l'ordre du mètre. Elle équipe actuellement des drones MQ-5 Hunter, et RQ-7B Shadow et l'avion MC-130W *Combat Spear*. Son intégration est prévue sur les drones MQ-1 Predator, MQ-1C *Grey Eagle*, MQ-8 *Fire Scout*, sur les avions AC-27J *Stinger*, KC-130J *Harvest Hawk* et sur l'hélicoptère MH-6 *Little Bird*. Elle est destinée à des missions de *Close Air Support* (CAS). Elle a été utilisée en Irak et en Afghanistan. C'est la première fois que MBDA procède à un achat aux Etats-Unis. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. ■

## Drone récupéré par l'Iran : résumé des faits

L'agence de presse iranienne *Press Tv* a mis en ligne sur son site une vidéo montrant le drone censé avoir été récupéré le 4 décembre dernier grâce aux « unités spécialisées dans la guerre électronique » qui auraient réussi à en « prendre le contrôle ». Visuellement l'engin présenté ressemble aux rares images du RQ-170 *Sentinel*. Une source militaire afghane aurait affirmé que ce drone était sous la responsabilité de la *Central Intelligence Agency* (CIA) pour des observations des sites du programme nucléaire iranien. L'hypothèse la plus vraisemblable est un atterrissage automatique de ce drone dû à un dysfonctionnement technique. C'est ce qu'a déclaré le représentant Mike Rogers qui préside la commission du renseignement au Congrès. Les autorités iraniennes comparent cet incident à celui de l'avion espion U-2 de Francis Gary Powers abattu en mai 1960 au-dessus de l'Union soviétique. Le président Obama a pour sa part demandé à l'Iran la restitution du drone. Les Iraniens, eux, ont déclaré se lancer dans une tentative de copie de l'engin. Des analystes ont avancé l'idée de doter les drones de système d'autodestruction pour éviter ce genre d'évènement. Selon le *Teheran Times*, les forces armées iraniennes auraient capturé six autres drones (quatre israéliens et deux américains). L'été dernier, l'agence officielle d'information INA avait affirmé que des drones et des débris de drones avaient été présentés à des experts russes en visite en Iran. Dans le *Christian Monitor Science*, un « anonyme ingénieur » iranien affirme que ces drones ont été capturés grâce au brouillage du système GPS déclenchant des procédures automatisées d'atterrissage. Bien qu'en théorie possible, il est peu probable que cette technique soit à la disposition des militaires iraniens. Et s'ils étaient dotés de cette capacité, ils n'en feraient sans doute pas la publicité. Une guerre de communication s'est donc engagée entre les États-Unis et l'Iran, ce qui n'apaisera pas le dialogue autour du dossier nucléaire. Cet évènement redonne au pouvoir iranien son rôle favori de victime de l'impérialisme américain alors qu'il demeurerait sur la défensive depuis quelques temps : crainte d'une reprise du mouvement vert avec l'onde de choc des printemps arabes, déstabilisation de l'allié syrien, pression internationale sur la question nucléaire... ■

## La Russie entame bientôt la livraison d'hélicoptères Mi-17 B5 à l'Afghanistan

Trois hélicoptères de type Mi-17B5 seront livrés à l'Afghanistan très prochainement. Une livraison qui sera suivie d'une autre de neuf hélicoptères du même type. Il est à noter que le contrat russo-américain d'une valeur de 375,05 millions de dollars porte sur 21 hélicoptères fabriqués à l'usine de Kazan ainsi que la fourniture de pièces de rechange. L'achat de douze autres hélicoptères serait en cours de négociation. Ce nouveau contrat serait conditionné par l'équipement des hélicoptères avec des dispositifs *Honeywell* de vision nocturne. ■



# ACTUALITÉ DES FORCES ARMÉES

## 5 000 MANPADS sécurisés en Libye

Le 11 décembre, Andrew J. Shapiro, secrétaire adjoint aux Affaires militaires et politiques au département d'Etat, était en visite en Libye. Il a déclaré que 5 000 missiles anti-aériens portables (*Man-Portable Air Defense Systems*, MANPADS) ont été identifiés et détruits par des équipes de *contractors*. Ce matériel sensible est au centre des préoccupations des pays occidentaux qui craignent de le voir tomber entre les mains de terroristes. On estime que 20 000 MANPADS étaient stockés dans les arsenaux libyens. ■

## Record d'exportation d'armement en Suède

Bien que le marché intérieur se soit réduit, les ventes d'armements suédoises ont battu un record en 2010 en atteignant 1,95 milliard de dollars. La barre des deux milliards sera sûrement dépassée en 2011 et en 2012 avec la commande de 22 *Gripen* par la Suisse pour 3,2 milliards de dollars. En 2001, le volume des exportations n'était que de 429 millions de dollars, puis de un milliard en 2004. Cet envol est dû à une ouverture mondiale de l'industrie de défense suédoise et la création en 2010 d'une agence gérant l'exportation des armements, *the Defense Export Agency*. Le pays fournit des équipements de défense à 63 pays en 2010 (52 en 2000 et 33 en 1990). 62 % de la production sont destinés à l'exportation. ■

## L'Italie donne le bilan chiffré de son action en Libye

Le 14 décembre, lors d'une cérémonie de remise de décorations sur la base de Trapani en Sicile, les autorités italiennes ont communiqué le bilan des opérations menées en Libye. Au total, 710 missiles et bombes guidés ont été utilisés, 550 par l'aviation et 160 par la marine. Plusieurs premières : vingt à trente missiles de croisière *Storm Shadow* ont été tirés par des *Tornados* IDS avec un taux d'efficacité de 97 %. Première également, l'emploi de bombes à guidage GPS JDAM (*Joint Direct Attack Munition*) et des bombes *Paveway* à guidage laser utilisées avec le *pod* de désignation de cible *Litening* III. Au total, en sept mois, l'aviation a effectué 1 900 sorties pour 7 300 heures de vol. Les attaques au sol ont été menées par des AMX et des *Tornados* IDS, la suppression des défenses anti-aériennes par des *Tornados* ECR, la supériorité aérienne par des *Typhoons* et des F-16, la reconnaissance avec le drone *Reaper*, des *Tornados* et des AMX grâce aux capteurs *Reccelite*. Le ravitaillement en vol a été assuré par des C-130J et le nouveau tanker *Boeing 767*. L'aéronavale a déployé des *Harrier* AV-8 et trente hélicoptères dont des AW EH-101, des *Sikorsky* SH-3D et des *Bell* AB-212, qui ont effectué un total de 1 921 heures de vol. Deux sous-marins, le *Todaro* et le *Gazzana*, étaient également déployés sur la zone. ■

## Féminisation des armées : les derniers bastions tombent

Plusieurs nouvelles arrivant de différentes armées dans le monde nous démontrent que la féminisation des armées est inexorable. Des bastions traditionnellement très masculins tombent. Ainsi le ministère de la Défense britannique a levé l'interdiction d'intégrer des femmes au sein de ses unités sous-marines. Il est prévu l'intégration d'un quart de personnel féminin au sein des *Vanguard* tandis que les *Astute* en construction seront adaptés. Toujours dans la marine, l'Australie a promu une femme au rang d'Amiral : Robyn Walker a été nommée dans le même temps chef du service de santé de la *Royal Australian Navy*. L'Australie n'a autorisé qu'en septembre 2011 les femmes dans les unités combattantes. Les unités d'élites (fusiliers et commandos) leur sont encore interdites.

En Amérique latine, les choses évoluent également. Au Mexique, une femme a été intégrée dans les Forces Spéciales de la Marine (*Fuerzas Especiales de Marina*). C'est une première dans ce pays où une réforme récente a permis également le brevetage de 136 femmes dans les régiments parachutistes. Au Paraguay, le lieutenant Lilian Mosqueira devient, elle, la première femme pilote d'hélicoptère du pays. ■



## Nouvelle base américaine dans le Pacifique ?

Dans un article traitant des perspectives pour l'US Navy en 2025, l'amiral Greenert, chef des opérations navales, écrit : « *Il y aura des bases pour nos nouveaux bâtiments de guerre à Singapour* ». Il évoque aussi un déploiement d'avions P-8A Poséidon dont la mission est le repérage des sous-marins. Cette perspective de déploiement à Singapour intervient après l'annonce de l'installation d'une base de *Marines* au Nord de l'Australie, à Darwin, en 2016-2017. Le désengagement du Proche et Moyen-Orient et le recentrage sur le Pacifique est un axe politique majeur de l'administration Obama. ■

## Nouveau système pour l'infanterie israélienne

Les forces terrestres de Tsahal continuent de développer le système d'armes moderne Samson (*Remote Controlled Weapon Station*). Ce système permettra l'utilisation d'une grande variété d'armes comme des mitrailleuses, des lance-grenades et des missiles anti-char via une télécommande ou par déclenchement automatique. Un exercice expérimental a eu lieu pour tester les nouveaux systèmes de mesure de la distance par laser et le tir en mouvement. ■

## Accord russo-indien sur la défense

Le Premier ministre indien, Manmohan Singh, a entamé une visite à Moscou jeudi 15 décembre, pour le douzième sommet indo-russe. Les questions de défense ont été abordées en priorité. Tout d'abord, la signature d'un accord est intervenue après un an de négociations, sur la question des *Sukhoï-30* MKI modifiés ou *Super Sukhoï*. L'Inde souhaite renforcer sa flotte avec 42 exemplaires modernisés en plus des 130 achetés et fabriqués sous licence en Inde pour 12 milliards de dollars, appareils qui rencontrent actuellement des problèmes (voir les *Sukhoï-30* indiens temporairement cloués au sol). L'assemblage de ce nouveau batch sera effectué en Inde. Les *Sukhoï-30* MKI modifiés permettront l'emport de missiles *Brahmos*, produits d'un autre partenariat entre l'Inde et la Russie. Une annonce a également été faite concernant le prêt en *leasing* du sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) de classe *Akula II*, le *Nerpa* qui sera nommé *Chakra* dans la marine indienne. Il rejoindra fin décembre la flotte indienne après plusieurs mois d'entraînement pour son équipage en Russie. L'Inde développe son propre sous-marin nucléaire, *INS Arihant*, qui sera théoriquement opérationnel dans trois ans. ■

## Nouveaux véhicules MRAP pour la Chine

En 2010, la compagnie sud-africaine *Mobile Land Systems* a signé un contrat avec *Poly Technologies*, compagnie chinoise spécialisée dans l'importation et l'exportation de matériels militaires. La première phase de ce contrat de 5 millions de dollars prévoit la construction par MLS d'onze exemplaires du CAPRIVI-MK1 : les deux premiers en Afrique du Sud, les neuf suivants, sous supervision de MLS, dans l'usine de Chongqing de ChangAn Industries, une entreprise spécialisée dans les véhicules terrestres. Le contrat suivant prévoit un transfert complet des technologies et la construction sous licence de 289 véhicules. Dans un troisième temps, MLS devrait transférer la totalité de la propriété industrielle du véhicule à ChangAn. Les premiers véhicules produits en Chine, aux couleurs de la police, auraient été vus récemment dans les rues de Chongqing. ■



### Une armée surarmée mais totalement périmée

*Alors que la succession de Kim Jong-Il se met en place, la Corée du Sud a mis son armée en état d'alerte. Quelle est la réalité de la menace militaire ? Le général Jean-Vincent Brisset (e.r.), directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques, établit un bilan des forces militaires du dernier régime stalinien de la planète.*

L'Armée populaire coréenne est la quatrième du monde par ses effectifs (1.200.000 hommes), avec 5% de la population servant sous l'uniforme. Il y aurait de plus quelques centaines de milliers de réservistes et près de 6 millions de Nord-Coréens seraient organisés en milices de défense du territoire. On estime aussi que 60% des forces terrestres et navales sont stationnées en permanence à quelques dizaines de kilomètres de la zone démilitarisée, dans des emplacements durcis, souvent enterrés, et reliés par des réseaux de fibres optiques. Toutefois, depuis l'arrêt de l'aide soviétique, à la fin des années 80, les forces classiques nord coréennes ont connu un affaiblissement que rien ne semble venir enrayer. Ceci a conduit à développer des moyens "autres". Le budget est estimé par des analystes du ministère de la Défense sud-coréen entre quatre à sept milliards de dollars annuellement.

#### Les forces conventionnelles

**Les forces terrestres** (1.000.000 hommes) sont équipées de 3500 chars et 2500 blindés, 20.000 pièces d'artillerie (3 500 canons tractés, 4 400 pièces automoteurs, 2 500 lance-roquettes, 7 500 mortiers, 1 700 canons sans recul), selon les analyses du gouvernement américain.

**La marine** (60.000 hommes) met en œuvre une flotte estimée à plusieurs centaines d'unités : trois frégates, six corvettes, 43 navires lance-missile, 158 patrouilleurs, 130 vedettes lance-torpilles, 334 patrouilleurs côtiers, deux batteries de défense côtières, dix navires amphibies, 130 aéroglisseurs, 23 mouilleurs de mines, 8 sous-marins de poche, des sous-marins Roméo.

**L'armée de l'air** (110.000 hommes) aligne quelques centaines d'avions de combat obsolètes. Il est à noter que les forces nord coréennes disposent aussi de très importants moyens anti-aériens, tant canons de petit calibre que missiles variés.

Tous ces matériels, d'origine russe et chinoise, sont anciens et leur disponibilité réelle est inconnue. Par ailleurs, la qualité de l'entraînement semble faible. Les pilotes de l'armée de l'air ne feraient qu'une vingtaine d'heures de vol par an.

#### Les forces non-conventionnelles

Le "bureau des missiles" est chargé de développer les différents types d'engins utilisés par les forces armées. Ceux d'origine soviétique ont été modifiés par les Nord-Coréens et d'autres missiles ont été développés localement, dont des ICBM, les

*Taepodong* dont le plus puissant pourrait emmener une charge de 500 kilos à 9.000 kilomètres. La Corée du Nord posséderait un millier de missiles dotés de portée variables. Les forces spéciales (100.000 hommes?), mieux entraînées et équipées que le reste des unités, effectuent des missions principalement basées sur l'infiltration en territoire sud-coréen et les actions ponctuelles. Concernant les armes nucléaires, deux essais ont été annoncés à ce jour. Le premier est soit un tir raté, soit une simulation faite à l'aide d'explosifs classiques. Le second tir est plus vraisemblablement une expérimentation réelle. Rien n'indique à ce jour que la Corée du Nord dispose d'une arme opérationnelle ou qu'elle ait la capacité d'en équiper un missile balistique ou un avion. Pour compenser l'affaiblissement de ses forces conventionnelles, la Corée du Nord a développé des moyens très asymétriques. C'est particulièrement sensible dans le cadre de la guerre de l'information, avec le développement de moyens ELINT (*E*lectronic *I*NTelligence) de brouilleurs et de radars. Selon les estimations de la Corée du Sud et des Etats-Unis, le Nord posséderait des stocks importants d'armes chimiques (gaz moutarde, sarin et phosgène). Ces armes pourraient être utilisées grâce à de l'artillerie longue portée, des roquettes ou des missiles. Concernant les armes biologiques, tout est du domaine de la rumeur : des recherches auraient pu être menées sur le botulisme ou l'anthrax...Mais ce sont autant de données invérifiables.

Pour s'équiper, mais aussi pour se financer grâce aux exportations, la Corée du Nord a développé une importante **industrie d'armement**. Jusque dans les années 70, les usines construites grâce à l'aide soviétique et chinoise produisaient des matériels sous licence. A partir du début des années 70, elles ont commencé à fabriquer des variantes de ces matériels, tout en essayant d'acquérir des technologies duales auprès des pays occidentaux. Actuellement, la Corée du Nord produit des armes de petit calibre, des blindés, de nombreux modèles de canons automoteurs, des pièces d'artillerie, des lance-roquettes multiples. Mais ce qui inquiète surtout, ce sont les missiles et les roquettes qui sont exportés vers des pays ou des organisations considérées comme faisant partie de "l'Axe du Mal". Un embargo sur les exportations d'armes lourdes nord coréennes a d'ailleurs été décrété par l'ONU (Résolution 1718, 14 octobre 2006).

L'obsolescence des matériels et un niveau de disponibilité faible liés au manque de pièces de rechange et d'entraînement limitent drastiquement le danger que constitue cette armée dénuée de matériel moderne. La puissance de feu que représentent la septième flotte américaine et l'armée sud-coréenne constitue une garantie contre toute velléité nord-coréenne de franchir la zone démilitarisée. ■

*Jean-Vincent Brisset, Directeur de recherche à l'IRIS*



### « Kim Jong-Un manque de légitimité »

« La mort de Kim Jong Il bien qu'attendue va néanmoins avoir des conséquences pour la Corée du Nord et ses relations avec le monde. Pour comprendre les événements qui se déroulent, 3P a demandé à Pierre Rigoulot son analyse de la situation. Directeur de l'Institut d'Histoire sociale et de la revue *Histoire et Liberté*, il est l'auteur de deux ouvrages et de nombreux articles sur ce sujet (Les Aquariums de Pyongyang avec Kang Chol Hwan chez Robert Laffont en 2000 traduit en six langues et Corée du Nord, État voyou chez Buchet Chastel en 2003).

**3P. - La mort de Kim Jong Il va permettre l'accession du troisième Kim à la tête de la Corée du Nord, Kim Jong-Un. Qui est-il et peut-il régner à moins de trente ans ?**

**Pierre Rigoulot** - On se sait pas grand-chose de Kim Jong-Un. Ce qui a permis de le connaître, c'est son seul exercice du pouvoir dans l'ombre de son père depuis qu'il a été adoubé dauphin, il y a un an à peu près. Ce manque d'expérience du pouvoir est une de ses faiblesses majeures. La deuxième, est qu'il est très jeune, 27 ou 28 ans. Deux raisons à cause desquelles on peut légitimement s'interroger sur sa capacité à diriger. D'autre part, l'armée pourrait être un obstacle éventuel. Quels peuvent être les rapports qu'il aura avec des gens qui ont l'âge d'être son grand-père ? Quels seront ses relations avec son oncle, Jang Song Thaek, époux de la sœur cadette de Kim Jong Il ? Cet homme est un personnage très important dont on ne parle pas suffisamment à mon avis. On évoque parfois son rôle de régent possible mais je ne suis pas sûr que cet homme sera soumis à Kim Jong Un. Il peut habilement laisser le jeune homme être en première position sur la scène et pendant ce temps diriger dans l'ombre. Jang Song Thaek avait eu des ennuis avec le pouvoir donc avec son beau-frère en 2004. On l'avait remercié et envoyé à la campagne pour réfléchir un peu à la situation générale du pays. Il est revenu à l'occasion de l'intronisation de Kim Jong Un. Ils ont été promus ensemble généraux à quatre étoiles.

**Doit-on s'attendre à un raidissement des relations avec le Sud ou au contraire un dégel ?**

On est dans l'inconnu. La situation est depuis quelques mois très calme. Pour décrire les relations entre le Nord et le Sud et avec le reste du monde, on pourrait employer l'image d'une sinusoïde. C'est ce qui décrirait le mieux cette succession de haut et de bas qui s'enchaînent. Nous étions dans un entre-deux depuis quelques temps après le bombardement de l'île d'Yeonpyeong. Il y avait eu le torpillage de la corvette *Cheonan* l'année dernière. Il y avait eu un raidissement américain et sud-coréen. Mais une amélioration des choses semblait possible. Est-ce qu'aujourd'hui avec le nouveau dirigeant, on va dans un sens ou dans l'autre ? Je ne saurais dire. Je pense que cela ne changera pas grand-chose. La tension va exister le temps de l'installation du nouveau pouvoir. C'est une façon de dire au voisin « ne vous mêlez pas de nos affaires » [deux essais de missiles courte portée ont eu lieu le 19 décembre sur la côte orientale, ndlr]. On peut imaginer une période de tension. Mais après, tout va dépendre de la faction qui dominera, des réactions de la population. Je serais plutôt partisan de dire que les choses vont s'améliorer. Au fond, les dirigeants n'ont plus la légitimité des dirigeants précédents, « historiques ». Du temps de Kim Jong Il, les personnes qui comptaient étaient celles qui étaient proches de lui. Aujourd'hui, cela ne se passera pas de la même façon avec ce jeune homme. Il a peu de légitimité. Or la direction du Parti et de l'armée a besoin de légitimité. Les dirigeants chercheront peut être alors une légitimité dans une amélioration effective et non pas proclamée comme aujourd'hui des conditions de vie de la population. Mon impression est plutôt que l'on se dirige vers un radoucissement des relations entre le Nord et le reste du monde. La situation dynastique plaide en faveur d'un assouplissement, d'une plus grande attention vers des réformes économiques. Kim Jong Il avait vu, à travers le modèle chinois, leur nécessité mais sans prendre de décision. Il était très hésitant à ce propos. Les réformes



# DÉBAT STRATÉGIQUE

## *Spécial Corée du Nord*

Suite de l'entretien :  
« Kim Jong-Un manque de légitimité »

auraient nécessité un tout autre climat que celui de la terreur qui règne dans le pays. Il était habitué à la « manière ancienne ». Il y a peut-être quelque chose à espérer dans les années à venir.

### **La Corée du Sud a mis son armée en alerte. L'Armée nord-coréenne constitue-t-elle un réel danger d'un point de vue militaire ?**

C'est un réel danger. Les faiblesses sont connues. L'armement conventionnel dont elle bénéficie est relativement obsolète, en particulier en ce qui concerne les chars, les avions et la marine. Quand il y a eu des combats navals lors de frictions, les bateaux du Sud l'ont emporté assez facilement. C'est une armée importante du point de vue du nombre, on parle d'un million cent mille soldats, qui dispose d'un matériel ancien et pas forcément opérationnel. Le domaine des missiles reste un point à prendre en compte. Même un missile ancien et peu précis peut faire des dégâts épouvantables sur une ville de 14 millions d'habitants comme est Séoul qui est située à moins de 50 km de la zone démilitarisée. On n'a pas besoin d'une précision au mètre près pour faire des dégâts. Cela constitue un danger. On ne sait pas très bien où en sont les recherches concernant l'armement nucléaire en particulier concernant la miniaturisation de la bombe pour l'installer sur un missile. Prudence. Mais sur le plan des missiles conventionnels, il y a un risque pour la population du Sud.

### **Le décès de Kim Jong-Il peut-il relancer les négociations sur le dossier nucléaire ?**

Les Occidentaux et les Chinois vont profiter de cette succession pour faire à nouveau la même proposition : une aide économique massive contre l'abandon du programme nucléaire militaire. Comment le fils va-t-il y répondre ? Il y a une bonne carte à jouer avec ce marché. Le pire n'est pas probable mais le meilleur n'est pas non plus impossible. On peut tout imaginer y compris une transformation à la chinoise mais j'imagine que les dirigeants continueront la même politique, c'est-à-dire donneront des espoirs aux Occidentaux mais sans aller trop loin - car c'est dangereux pour leur pouvoir -, puis décevront ces espoirs. Je vois bien dans les mois qui viennent des négociations concernant le nucléaire ne serait-ce que pour montrer la bonne volonté du régime. ■



## Nouveau satellite espion pour le Japon

Le 12 décembre, le Japon a mis en orbite le satellite militaire IGS (*Information Gathering Satellite*) Radar 3 destiné à la surveillance des activités militaires et en particulier balistiques de la Corée du Nord. Avec le satellite optique *Kogaku-4* lancé en septembre dernier, il permettra d'avoir des images jour et nuit, quelle que soit la météo et avec une résolution permettant de distinguer un objet de 60 cm. Les deux engins ont été construits par *Mitsubishi Heavy Industries* et lancés depuis le Centre spatial de Tanegashima. Le *Radar 3* a coûté 517 millions de dollars et son lancement par la fusée *H-IIA* n°20 133 millions. ■

## Raytheon décroche un contrat en Norvège

L'entreprise américaine a été choisie pour moderniser la défense anti-aérienne du royaume, le *National Advanced Surface-to-Air Missile System* (NA-SAMS). Elle fournira le *High Mobility Launcher* (HML), véhicule 6X6 sur lequel est installée une batterie de six missiles AMRAAM (*Advanced Medium-Range Air-to-Air Missile*). Ce système destiné à la défense de théâtre sera produit en partenariat avec le fabricant norvégien *Kongsberg*. Une modernisation des anciens lanceurs est également prévue. Le coût du contrat n'a pas été communiqué. Le système HML est déployé en Espagne, au Pays-Bas et autour de Washington DC. ■

## Le Japon choisit le F-35

Le gouvernement japonais a choisi le F-35 *Lightning II* pour remplacer sa flotte de F-4 *Phantom* d'après le journal *Nikkei*. Le Conseil de Sécurité Nationale qui s'est tenu vendredi 16 décembre sous la présidence du Premier ministre a entériné ce choix. Les deux autres avions en compétition étaient le F-18 *Super Hornet* de *Boeing* et le *Typhoon* du consortium européen *Eurofighter*. La commande porte sur quarante-deux appareils pour un total de huit milliards d'euros avec un coût unitaire par appareil de 113 millions de dollars. ■

## Fermeture de la ligne de production des F-22 Raptor

Le 187<sup>ème</sup> et dernier F-22 est sorti de la chaîne de montage le 13 décembre. Il sera livré à son unité en avril 2012 après des tests effectués par son fabricant *Lockheed Martin*. Deux engins ayant été détruits dans des accidents, l'*US Air Force* dispose de 185 appareils de ce type. Le programme avait été lancé sous la présidence de Ronald Reagan en 1984. Il a été déclaré opérationnel en 2005. Entre-temps, le coût du programme a doublé et le nombre d'aéronefs commandé est passé de 648 en 1991 à 339 en 1997, 295 en 2001 et 183 en 2007. Le développement du F-35 a limité la pertinence du F-22 dont la possibilité d'attaque au sol a été imposée par le Congrès à la fin des années 1990. Le coût total du programme est de 19 milliards (prix unitaire : 339 millions) et aucune vente à l'export n'a permis de le diminuer, la vente à l'étranger ayant été interdite par le Congrès malgré l'intérêt du Japon, d'Israël et de l'Australie. L'outillage de fabrication va être stocké avec les données techniques afin de permettre au besoin un redémarrage de la chaîne de production. Le programme a été émaillé de difficultés : comme nous le signalions dans le n° 2 de 3P, un problème d'alimentation en oxygène avait cloué au sol les appareils pour plusieurs mois. ■

## Le projet ELISA bientôt en orbite

Le 17 décembre, une fusée *Soyouz* a mis en orbite quatre satellites français destinés au Renseignement d'Origine Electro Magnétique (ROEM). Le programme ELISA est un démonstrateur lancé par la Direction Générale de l'Armement. Les quatre satellites volent à 700 km d'altitude en formation. Leur mission est la détection et l'identification des radars. Les équipes du projet travaillent à Bruz en collaboration avec la Direction des Renseignements Militaire de Creil. Ce programme test a pour but de préparer le programme européen CERES qui sera déployé vers 2020. ■



## Les Sukhoï-30 indiens temporairement cloués au sol

Un Sukhoï-30 de l'aviation indienne s'est écrasé le 13 décembre dernier. Aucune explication n'ayant été trouvée pour l'instant, les avions de ce type sont maintenus au sol par mesure conservatoire. Depuis 2009, c'est le troisième crash de Su-30 en Inde. Un problème de commandes électriques de vol a précédemment été identifié. Les modèles utilisés ont été fabriqués sous licence dans les usines de Bangalore par *Hindustan Aeronautics*. La mesure d'immobilisation concerne cent trente appareils environ. La flotte de Su-30 indiens devrait compter 275 appareils en 2015. Grâce à leur capacité d'emport de missiles nucléaires, ces avions participent à la force de dissuasion indienne. ■

## General Atomics sur le marché espagnol

Le fabricant du drone *Predator* cherche à s'implanter en Espagne, afin de proposer ses produits sur le marché local. L'alliance signée en 2008 avec l'entreprise *Sener*, implantée au pays basque a pris fin et l'entreprise américaine cherche un nouveau partenaire sur les programmes de drones. Cette décision peut sembler surprenante au vu des difficultés de la défense espagnole. D'autant qu'aucun appel d'offre n'a été à ce jour lancé, bien que l'armée ait souligné sa lacune capacitaire dans le domaine des UAV/UCAV. A plus long terme, une implantation en Espagne pourrait être un moyen de pénétrer le marché européen des drones MALE avec des systèmes éprouvés et disponibles dans l'attente d'un drone européen. ■

## Alpha Jet modernisé pour l'Aviation française

L'avion d'entraînement a été livré dans sa version E+ à la DGA. Il sera déployé sur la base 120 de Cazaux en Gironde. Dix-neuf autres avions vont être modernisés par *Thalès Avionics* jusqu'en 2013 en association avec la *SABCA* (Société Anonyme Belge de Constructions Aéronautiques). Un nouveau système de navigation par satellite a été ajouté, le *Totem 3000*, ainsi qu'un *Head-Up Display* (HUD), pour le pilotage tête haute. Les travaux ont été menés à Clermont Ferrand. ■

## Chiffrage du contrat des avions ravitailleurs de l'US Air Force

*Boeing* et le Pentagone viennent d'achever les calculs de coût pour la construction de la flotte de nouveaux avions ravitailleurs. Le *NewGen Tanker*, dérivé du *Boeing 767* doit remplacer les KC-135. 179 appareils doivent être livrés pour un montant de 35 à 40 milliards de dollars. Un document classifié a été remis au Congrès *Selected Acquisition Reported* mais a partiellement fuité dans la revue spécialisée *Inside The Air Force*. Ce document rapporte qu'un surcoût de 66% est déjà estimé pour le prix unitaire d'un appareil, soit 500 millions de dollars l'unité. Pour la première phase qui comprend la conception, le développement et la fabrication des premières unités, le budget initial était de 3,9 milliards de dollars. Le Pentagone a calculé que le coût réel serait de 5,3 milliards de dollars. L'administration se dit prête à assurer 40% du surcoût soit au total 4,8 milliards mais le reste sera à la charge de *Boeing*. Cela ne fait que relancer la polémique sur un appel d'offre qui avait connu de nombreux rebondissements et s'était traduit par la défaite de l'appareil *Airbus*. ■

## La Jordanie renforce ses capacités aériennes avec des F-16

L'armée de l'air américaine a signé un contrat pour la vente de douze avions de chasse F-16 C/D Block 50 de *Lockheed Martin* au profit des forces aériennes jordaniennes. Pour une valeur de 600 millions de dollars, la livraison des dix avions s'achèvera en novembre 2016. ■

## Industrie d'armement : *le repli français ?*

L'industrie de défense est une industrie qui obéit à des codes particuliers. D'un côté, c'est une industrie qui fonctionne selon les lois économiques de la globalisation : les entreprises sont le plus souvent cotées en bourse et formellement elles évoluent dans un marché concurrentiel. Formellement, car la réalité est différente. Sur le marché domestique, c'est un rapport de force subtil entre l'Etat et les entreprises : plus un Etat sera soucieux de l'indépendance de sa politique étrangère ou attaché aux emplois, plus il sera dépendant de ses entreprises nationales qui sauront jouer de ces préoccupations et ce alors même que l'Etat client doit pouvoir orienter l'activité ou la stratégie des entreprises de défense. Quant au marché export, ils sont en réalité peu concurrentiels car le poids politique des Etats qui sont derrière leurs entreprises pour promouvoir les exportations joue un grand rôle dans la décision finale. En 1997, le pouvoir socialiste avait pris une orientation qui consistait à mettre fin à certaines duplications franco-françaises puis à nouer des partenariats dans un cadre européen. Ce modèle était justifié tout à la fois par la baisse des budgets de défense qui avait suivi la chute du mur de Berlin mais aussi par la construction européenne naissante en matière de défense. Une Europe de la défense commune nécessitait une industrie d'armement commune. La naissance d'EADS dont l'axe franco-allemand, renforcé par l'Espagne, constituait le pilier est venu en 2000 témoigner de cette politique. Et depuis... rien. Le Royaume-Uni s'est replié sur lui-même en créant un géant national Bae Systems. Les Italiens en ont fait de même avec Finmeccanica après une tentative italo britannique qui a fait long feu. Ces deux entreprises ont essayé de pénétrer le marché américain pour pallier à l'insuffisance d'un marché européen non unifié. Aujourd'hui Bae Systems va devoir supprimer 3000 emplois et la politique de Bae Systems a même été débattue au Parlement britannique. De son côté, les résultats de Finmeccanica sont négatifs, l'entreprise est empêtrée dans un scandale de corruption qui a vu son président démissionner et elle va devoir également supprimer 750 emplois dans sa branche aéronautique. On aurait pu attendre des Français qu'ils continuent à impulser le mouvement de concentration au niveau européen. Il n'en a rien été et à l'attentisme vient de succéder une initiative qui pourrait conduire bien au contraire à une concentration de l'industrie française dans un cadre national.

En soit, le fait que Thales, l'électronicien de défense français, monte à hauteur de 35 % dans DCNS, le constructeur des bateaux militaires français, n'est pas révolutionnaire. Cette décision qui a été prise lors du conseil d'administration de Thales, le 15 décembre, avait

été envisagée lors de la conclusion de l'accord initial entre Thales et DCNS signé en 2002 qui voyait Thales entrer à hauteur de 25% dans DCNS. Thales fabriquait certains systèmes essentiels des bâtiments de DCN depuis très longtemps et il était logique de lier les destinées des deux entreprises. La montée de Thales dans DCNS à 35% aurait pu se justifier par l'apport de Thales Netherlands à l'ensemble ainsi constitué. En effet, l'accord initial de 2002 a laissé de côté la filiale hollandaise de Thales qui est spécialisée dans les systèmes navals avec le résultat peu logique de voir Thales Netherlands entrer en concurrence sur certains marchés avec DCNS. Mais il n'en a rien été dans l'accord scellé le 15 décembre. L'objectif de l'accord est de permettre à Dassault de devenir, par le biais de Thales, l'actionnaire industriel de référence de DCNS.

Là encore, rien de révolutionnaire : c'est la doctrine française des noyaux durs, celle qui fut transposée à la défense par les socialistes avec EADS. L'objectif est de confier à un industriel le contrôle d'une entreprise pour éviter que celle-ci ne tombe sous la coupe d'intérêts inamicaux tout en permettant un retrait de l'actionariat public, doctrine qui se justifie d'autant plus pour une industrie stratégique comme l'industrie de défense. Près de 15 ans après la mise en pratique de cette doctrine, on peut toutefois s'interroger de sa pertinence à l'aune de la réalité.

Avec 7,5% des actions contre 15% à l'origine, Lagardère contrôle la stratégie d'EADS puisque le pacte d'actionnaire lui permet de s'opposer à toute décision stratégique.

Dassault est aujourd'hui l'actionnaire industriel qui pilote la stratégie de Thales avec 26 % des actions. Demain Dassault pourra sans doute faire de même dans DCNS avec un investissement à hauteur de 9% dans cette entreprise. On peut donc avoir une première interrogation sur la légitimité du pouvoir donné à des groupes industriels familiaux dont l'investissement financier dans les entreprises qu'elles contrôlent est si faible.

La deuxième question, tout aussi importante, est de savoir quelle est la stratégie industrielle conduite par ces entreprises et qui définit cette stratégie. Le paradoxe est qu'aujourd'hui l'Etat français qui reste actionnaire de la plupart des grandes entreprises de défense françaises, et même actionnaire majoritaire dans DCNS et Nexter, joue un rôle mineur dans la stratégie de ces entreprises alors même que tous nos partenaires européens n'arrêtent pas de dénoncer l'interventionnisme de l'Etat français dans l'industrie d'armement



Suite :

*“Industrie d’armement : le repli français”*

L’implication de Dassault dans Thales et à travers Thales dans DCNS et peut-être demain dans Nexter conduira à confier à Dassault plus de la moitié de l’industrie d’armement française, seuls Safran et EADS restant parmi les grandes entreprises françaises en dehors de cet accord. Nous sommes donc bien en train de constituer un champion national français à l’image de Bae Systems au Royaume-Uni et de Finmeccanica en Italie. C’est en tous cas de cette manière que cet accord sera interprété en dehors de nos frontières.

Les implications du changement prévisible du paysage industriel de défense français apparaissent de plusieurs ordres :

- Dans un cadre européen, il apparaît difficile d’opérer des méga regroupements entre ces champions nationaux. Tout juste peut-on envisager la constitution de *Joint Venture* sur des sous-systèmes fabriqués par ces géants, voire sur certains systèmes de plate-formes (avions de combat, naval) : pourquoi pas mais il faut afficher tout de suite cette politique ;

- A défaut, la coopération en matière d’armement ne pourra se faire que par programme et sur une base *ad hoc*. Or on sait que, sauf exception, il est difficile de faire coopérer des entreprises qui sont de grands maîtres d’oeuvre sans tomber dans la logique du juste retour. La constitution de champions nationaux ne va donc pas contri-

buer à l’émergence de grands programmes européens, cela ne favorisera ni le rapprochement des besoins opérationnels, ni la mutualisation des capacités ni l’interopérabilité de nos forces dans l’Union européenne comme dans l’OTAN, toutes choses pourtant souhaitables en ces temps de crise budgétaire ;

- A l’exportation, ces champions nationaux qui fabriquent tous les types de matériels vont se trouver en concurrence et ce alors même que les entreprises américaines vont faire preuve d’une agressivité accrue du fait de la diminution inéluctable du budget des Etats-Unis ;

- Le schéma tel qu’il se présente aujourd’hui ne correspond pas à la logique du *pooling and sharing* des capacités militaires qui pourrait être mis en oeuvre au niveau de l’Union européenne. Il serait en effet nécessaire d’appliquer au niveau industriel la politique miroir que nous souhaitons mettre en place au niveau des capacités militaires à savoir : *pooling* > la mise en commun des moyens industriels au niveau européen ; *sharing* > le partage des compétences industrielles entre les pays européens. L’impression est donc que l’on déconstruit l’Europe de la défense par la base ce qui doit conduire à nous interroger sur la volonté réelle de nos dirigeants par rapport à la construction européenne en général. ■

*Jean-Pierre Maulny, Directeur adjoint de l’IRIS*

## Acquisition de Kollmorgen par L-3

L’entreprise américaine L-3 s’apprête à acquérir Kollmorgen électro-optique (KEO), actuellement division de Danaher Corporation, pour 210 millions de dollars. KEO développe et fabrique des équipements spécialisés, particulièrement des périscopes de sous-marins. KEO, avec sa filiale italienne Calzoni, fait partie des très rares sociétés réalisant ce type de matériels, avec Sagem (France), Thales (Royaume-Uni), Zeiss Electro-optik (Allemagne) et Electropribor (Russie). Avec sa filiale Calzoni, KEO emploie environ 550 personnes et affiche un chiffre d’affaires de l’ordre de 170 millions de dollars. L’intégration de KEO dans L3 Communications va donner un nouvel élan à cette société, en particulier vis-à-vis

des programmes de modernisation des sous-marins des pays de l’OTAN ou politiquement proches des Etats-Unis. Compte tenu des investissements de L3 Communications au Canada, dont l’acquisition récente de la société emblématique Wescam, le premier marché visé pourrait être la modernisation des quatre sous-marins canadiens de classe Victoria.

A l’issue de cette opération, KEO sera intégré à la division des systèmes de capteurs intégrés de L-3, qui comprend les activités en électro-optique/infrarouge de L-3 abordant les marchés aériens, terrestres et maritimes. La montée en puissance de L-3 Communications, particulièrement dans le domaine optronique est impressionnante.

C’est un acteur récent dans les domaines de l’électronique de défense, n’ayant été fondé qu’en 1997. En 2011, L3-Communication emploie environ 61 000 personnes dans le monde et a un chiffre d’affaires de 15,7 milliards en 2010. Ses activités principales comprennent les systèmes C3ISR (Command, Control, Communications, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance), la modernisation d’aéronefs et l’externalisation des services gouvernementaux. Enfin, la Division Electronic Systems est active dans une vaste gamme de produits d’électronique de puissance et de systèmes intégrant les micro-ondes, les liaisons SATCOM, les produits et systèmes électro-optique/infrarouge. ■



## Printemps arabe : « L'Algérie ne bougera pas »

*Le monde arabe a connu en 2011 des changements du Maroc à la Syrie qui ont pris différentes formes : le Maroc s'est doté d'une nouvelle constitution et d'un nouveau gouvernement alors que l'Etat libyen est à reconstruire. L'Algérie est restée en marge de cette agitation. Entretien avec Alain Chouet, ancien officier de renseignement pendant 30 ans à la Direction Générale de la Sécurité Extérieure (DGSE), expert du monde arabo-musulman. Il a publié en 2011 en collaboration avec Jean Guisnel un livre d'entretien intitulé Au cœur des services spéciaux, la menace islamistes: fausses pistes et vrais dangers aux éditions la Découverte.*

**3P. - Alors que tout le Maghreb a été secoué par l'onde de choc du Printemps arabe, l'Algérie est restée à l'écart. Quelles en sont les raisons ?**

**Alain Chouet** - Le printemps arabe qui s'analyse partout aujourd'hui en printemps des islamistes soutenus par les Etats-Unis et les pétromonarchies pour des raisons diverses a déjà eu lieu en Algérie en 1988-1991. Il y a été mis brutalement fin par un coup d'Etat militaire bénéficiant alors de l'approbation des Occidentaux et de l'indifférence du Qatar et de l'Arabie saoudite. Les démocrates algériens, sont tombés dans le piège à cette époque et avaient ouvert la porte au FIS. Le mouvement avait récupéré la contestation à son profit. Les démocrates survivants n'ont nullement envie de rééditer l'expérience. Les évolutions en Tunisie, en Egypte, en Libye ou au Yémen ne les incitent guère à l'optimisme. Les quelques manifestations qui ont suivi les événements de Tunisie se sont vite calmées sans que les services de sécurité aient à mettre en œuvre des moyens disproportionnés. Des moyens policiers classiques ont été déployés et ont suffi à calmer l'agitation.

Une autre raison est que la structure oligarchique opaque du pouvoir algérien le met relativement à l'abri de la contestation *ad personam* qui a visé les autocrates arabes facilement

identifiables. C'est un énorme avantage par rapport au pouvoir béaliste ou égyptien. Le contrôle réel de l'Etat est dans les mains d'éminences grises. Le gouvernement civil est un efficace paravent. D'autant qu'en Algérie, chaque clan de l'armée et des services de sécurité (beaucoup moins homogènes qu'on le pense) dispose dans la société civile d'une clientèle et de relais qui leur doivent tout et n'ont pas trop intérêt à ce que les choses changent radicalement. Ces différents clans ont des attaches géographiques et urbaines et se sont répartis la rente de l'import-export : le sucre, le blé, les médicaments... Le pétrole est bien sûr la ressource principale en matière de devise grâce à l'entreprise d'Etat *Sonatrach*<sup>1</sup>. Une anecdote à ce sujet est révélatrice de la prédation sur cette rente. Il y a quelques années, lors d'une commission traitant du «bleu budgétaire»<sup>2</sup>, le pétrole figurait à 28 dollars le baril alors que son cours officiel était aux alentours de cent dollars. Un jeune fonctionnaire danois ou norvégien du PNUD<sup>3</sup> a bêtement posé la question de savoir où passait le différentiel. Ce fonctionnaire a changé d'affectation le lendemain.

D'autre part, après presque vingt années de conflits incessants, tantôt réels, tantôt fabriqués, entre les forces de sécurité et des islamistes de plus en plus dévoyés, l'appareil d'Etat algérien a réussi à organiser un maillage extrêmement serré et efficace d'une "majorité silencieuse" maintenant convaincue que tout bouleversement brutal ne pourrait mener qu'à une mainmise sur le pays de prédateurs islamistes encore plus voraces et violents que les militaires. Ces raisons ont fait que le printemps arabe n'a pas eu beaucoup de résonance en Algérie.

**Le président Bouteflika est vieillissant. Qu'en est-il de sa succession ?**

La succession de Bouteflika est déjà ouverte depuis un moment puisque cela fait bientôt dix ans qu'il a des problèmes de santé. Elle a déjà provoqué quelques remises en ordre

1- Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation, et la Commercialisation des Hydrocarbures s.p.a

2- Projet d'un chapitre budgétaire

3- Programme des Nations Unies pour le Développement



# DÉBAT STRATÉGIQUE

Suite de l'entretien :  
Printemps arabe : « *L'Algérie ne bougera pas* »

et de rééquilibrages au cœur de l'oligarchie. Mais cela ne change rien au fond. Bouteflika n'est qu'un acteur parmi d'autres, un chef de clan parmi d'autres dans la galaxie du pouvoir algérien. On lui a laissé le devant de la scène parce que, là comme ailleurs, l'armée qui est le premier acteur économique du pays ne veut pas se retrouver en première ligne dans le champ politique et a besoin d'un paravent civil "vendable" au plan international. On lui trouvera sans trop de peine un remplaçant du même acabit et d'autres rééquilibrages économiques et politiques entre clans auront lieu sans doute assez peu perceptibles de l'extérieur si ce n'est par le changement de quelques interlocuteurs habituels dans le monde des affaires.

Il y a quelques années on aurait pu croire à l'émergence d'une nouvelle génération de responsables. Les hommes du FLN qui avaient mené la guerre de décolonisation arrivent en fin de carrière ou en fin de vie. Mais globalement les nouveaux acteurs, en particulier militaires ou sécuritaires qui émergent peu à peu, sont le produit de leurs clans respectifs dont ils ont toutes les bonnes raisons de reproduire les codes et les schémas. Il ne faut pas s'attendre à un changement de l'intérieur.

**Le Printemps arabe a chamboulé la carte géostratégique du Maghreb. L'Algérie est cernée par des pays qui connaissent des mutations : la Tunisie, la Libye et dans une moindre mesure le Maroc. Quelles peuvent être les conséquences pour le pays ?**

La chute de Kadhafi est un problème pour l'Algérie. Elle n'a pas besoin de chaos à ses frontières avec tout ce que cela peut comporter comme risque de contagion, de trafic, d'armes qui se promènent. Ils n'ont pas non plus intérêt à voir l'apparition d'un gouvernement qui servirait de modèle pour certains contestataires algériens. Donc ils ont un intérêt certain à voir une certaine anarchie se prolonger. Peut-être même y participeront-ils...

La seule "variable d'ajustement" en Algérie me paraît devoir être l'évolution de la situation au Maroc. Selon que le Royaume évoluera vers plus de démocratie ou plus d'islamisme, les conséquences pourraient s'en faire sentir en Algérie. Mais on est là dans le long terme.

**La frontière Sud de l'Algérie a vu se multiplier les actions de la nébuleuse d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Quelle est votre analyse sur cette situation ?**

En effet, AQMI se montre très active dans la bordure sahélienne : enlèvement, trafic en tout genre... Dans la genèse d'AQMI, on peut remarquer une certaine connivence avec certains milieux sécuritaires algériens. Il faut se rappeler que pendant la guerre civile, le Groupement Islamique Armée (GIA) était noyauté par des officiers de renseignements algériens qui avaient « changé de camp ». Aujourd'hui, AQMI se réfugie sans doute dans le Sud algérien mais ne s'attaque pas à des objectifs algériens. Il y a une certaine confusion. Cette situation nécessiterait une enquête au long cours mais dans cette région, cela peut s'avérer dangereux. ■



## Le Brésil développe encore sa marine

D'après le journal brésilien ALIDE, le gouvernement serait sur le point de conclure un accord avec *BaE Systems* pour l'achat de trois nouveaux patrouilleurs OPV de classe *Port of Spain*. Ces trois navires étaient destinés à Trinidad et Tobago, contrat finalement annulé. Ce marché serait assorti d'une option pour cinq navires de même classe qui seraient construits au Brésil. Ces patrouilleurs côtiers de 2000 tonnes et 90 m de long disposent d'un équipage de 60 hommes. ■

## Seconde tranche pour les frégates russes pour la marine vietnamienne

L'agence INTERFAX a annoncé que *Rosoboronexport* qui gère les exportations d'armement en Russie et le chantier naval *Gorky Zelenodolsk* ont conclu un accord pour fournir deux nouvelles frégates de classe *Gepard* à la marine vietnamienne. La première avait été livrée en 2010 et la seconde va l'être dans les jours à venir. Les frégates *Gepard* (projet 1166.1) sont destinées à la lutte anti-sous-marine et sont équipées à cet effet de missiles SS-N-25 de 130 km de portée, de torpilles et d'un système anti-aérien SA-N-4. Ce type de bâtiment peut également servir au mouillage de mines. Deux frégates *Gepard* sont déployées dans la marine russe. ■

## L'Australie lance un appel d'offre pour sa flotte sous-marine

Le gouvernement australien a demandé à *DNCS*, *Navantia* et *HDW Thyssenkrupp* des propositions pour un contrat portant sur la construction de douze sous-marins. Ils devront entrer en service en 2025. Ce marché est estimé à 28 milliards d'euros.

Les spécifications des sous-marins n'ont pas été communiquées par les autorités australiennes pour l'instant. Ce contrat fait partie de l'effort de modernisation global de l'armée australienne pour un total de 50 milliards d'euros, qui comprend entre autres cent *F-35 Lightning II*, ainsi qu'une modernisation de la flotte de surface.

L'information sur cet appel d'offre est parue le même jour qu'un rapport très sévère sur les sous-marins australiens de fabrication nationale classe *Collins*. Les problèmes sont multiples : manque de qualification du personnel, manque d'experts, défaillances du système d'entretien. La disponibilité est très faible : ces dernières années, seuls deux sous-marins sur six étaient opérationnels au même moment. L'entraînement des équipages s'en ressent. Le gouvernement cherche une solution pour prolonger la vie de ses submersibles en attendant la livraison dans une quinzaine d'années de nouveaux engins. ■

## Contrat sud-coréen pour Sagem

Le gouvernement sud-coréen a sélectionné le système *Sigma 40XP* à gyrolaser fabriqué par *Sagem* pour moderniser ses six submersibles de classe *Chang Bogo KSS-1*. Un premier engin sera équipé pour tests avant une installation sur les cinq autres submersibles. Cinquante *Sigma 40XP* équipent déjà des bâtiments de surface de la flotte sud-coréenne, 600 ont été vendus dans le monde. La France va en équiper ses futurs *Barracudas*. ■



## FORMATIONS PROFESSIONNELLES

### Toute l'année des enseignements géopolitiques en cours du soir

Lieu des cours  
IRIS, 75011

Durée des cours  
de 18h30 à 20h00

Enseignants  
Chercheurs, journalistes, diplomates

Les leçons des printemps arabes - Intelligence stratégique - Géopolitique de la criminalité - Défense et sécurité - Géopolitique du développement durable - Questions africaines - Religions et géopolitique - Enjeux géostratégiques européens

Renseignements - 01.53.27.60.69 / [tuailon@iris-france.org](mailto:tuailon@iris-france.org)



## Contrat qatari pour *Renault Trucks Defense*

La police anti-émeute, *Qatari Internal Security Forces*, vient de commander à l'entreprise française une trentaine de véhicules livrables en 2012-2013. Il s'agit de 22 véhicules 6X6 *HIGUARD MRAP* (*Mine Resistant Ambush Protected*) et de cinq véhicules *Sherpa light APC*. Les *HIGUARD* peuvent déployer douze hommes avec leur équipement, les *Sherpa* dix et constituer un poste de commandement mobile. Ce contrat est l'aboutissement de quatre années de négociation. Ces véhicules seront destinés au maintien de l'ordre malgré des normes de fabrication militaire. Les forces de polices qataries sont déjà équipées de véhicules fabriqués par *Renault Trucks Defense*. ■

## Modernisation des blindés polonais

Le ministre de la défense a annoncé que 42 millions de dollars vont être investis pour moderniser une partie de son parc de blindés : 20 chars de combat T-72M1 et 40 PT-91 (déclinaison polonaise du T-72M1) seront modernisés par l'entreprise WZM (*Wojskowe Przedsiębiorstwa Remontowo-Produkcyjne*) qui est le second groupe de défense en Pologne. L'offre faite par la première entreprise de défense *Burmar Group*, fabricant des blindés, a été rejetée car trop élevée. Cette modernisation interviendra en 2012-2013. Il s'agit d'une rénovation très limitée du parc puisque les forces terrestres possèdent 590 T-72M1 et 230 PT-91 selon le ministère de la Défense. ■

## Athènes étudie une donation de chars par les Etats-Unis

Un porte-parole de l'armée grecque a déclaré que l'offre faite l'année dernière par les États-Unis était toujours à l'étude. Elle porte sur 400 chars de type M1A1 *Abrams* actuellement stockés dans le Nevada. Ces engins ont participé à la première guerre d'Irak en 1990-1991. Le gouvernement grec n'aurait à sa charge que les frais de transport pour onze millions de dollars. Cependant, une fois réceptionnés, il faudra en assurer le maintien en condition opérationnelle et le stockage alors que le pays cherche à sortir de la crise économique. Le pays a la plus importante dépense de défense par habitant en Europe. Le budget d'équipement militaire est d'un milliard d'euros pour cette année. Il était de 600 millions en 2010. Une baisse de 1,4% est prévue pour l'année prochaine. ■

## Nexter confirme sa participation à l'appel d'offre canadien

*Nexter Systems* a confirmé avoir déposé deux offres auprès du gouvernement canadien pour répondre à l'offre du programme *Close Combat Vehicle* (CCV). L'entreprise propose deux versions du Véhicule Blindé de Combat d'Infanterie (VBCI) : une dotée d'une tourelle avec un canon de 25mm opérée par un homme et l'autre d'une tourelle HITFIST fabriquée par *Oto Melara Finmeccanica*, avec un canon 30mm, opérée par deux hommes. *BaE Systems* a déposé son offre avec le CV9035 MkIII déjà utilisé par le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et la Suisse. *General Dynamics* propose pour sa part le Piranha V. Sont aussi dans la course *Artec GmbH* et *Rheinmetall Landsystems*. L'appel est clos depuis fin août 2011. Les offres sont en cours d'étude. ■

## Des *Javelins* pour équiper les EAU

La *Defense Security Cooperation Agency*, chargée des exportations d'armements aux États-Unis, a transmis au Congrès une demande des Emirats Arabes Unis en vue d'acheter 260 missiles anti-chars, *Javelin* avec le support matériel, l'entraînement et des pièces détachées pour 60 millions de dollars. Ce missile anti-char à moyenne portée peut être tiré par un fantassin ou depuis un véhicule. Fabriqué par *Raytheon* et *Lockheed Martin*, il est très répandu aujourd'hui dans les forces armées à travers le monde. Son système de verrouillage sur cible et de guidage thermique permet au tireur de se mettre à couvert après la mise à feu. Très efficace contre les blindages par une attaque à la verticale, il peut aussi détruire des objectifs fortifiés. ■



## TERRESTRE

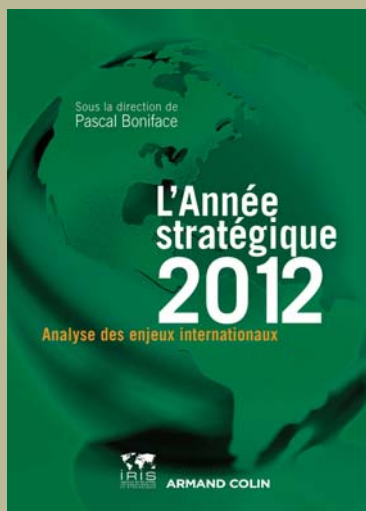
### Nouvelle usine de production de lance-roquettes RPG en Jordanie

Selon Alexander Ribas, directeur général de la compagnie russe *Bazalt*, une usine de lanceurs RPG-32 (*Hashim* dans sa version jordanienne), ouvrira ses portes en mai prochain en Jordanie. Sans préciser le niveau de production envisagé, Alexander Ribas a évalué la capacité de production de l'usine à 60 000 lanceurs par an. *Rosoboronexport* qui gère les exportations d'armement russe avait signé en avril dernier avec la Jordanie un accord pour une aide technique à l'assemblage de RPG-32. Ces lanceurs qui utilisent des munitions de 72 ou 105mm peuvent être utilisés plus de 200 fois. ■

### Le Royaume Uni sélectionne Selex Galileo pour la modernisation de son artillerie

Le service DE&S (Equipements de défense et soutien) du ministère de la Défense britannique a attribué un contrat à la société italienne *Selex Galileo*, filiale de *Finmeccanica*, mais très implantée en Grande Bretagne, pour la mise à niveau du système de commandement et contrôle des canons légers de 105 mm L118 de l'armée britannique. Ce contrat est estimé à 4,3 millions de livres. *Selex Galileo* remplacera le système actuel, qui comporte un calculateur numérique et une centrale inertielle de navigation, par trois gyrolasers. Le L118 est un canon d'artillerie remorqué de 105 mm relativement ancien, mais largement répandu. Le choix de l'armée britannique pourra préfigurer des modernisations similaires sur les 1600 exemplaires du L-118 en service chez les 20 autres pays utilisateurs, dont l'Australie et les USA. ■

## L'ANNÉE STRATÉGIQUE 2012



L'outil de référence pour comprendre le monde !

- > 196 fiches-pays
- > 7 fiches régionales
- > Cartes des principaux enjeux régionaux
- > Cartes thématiques couleur
- > Rappel chronologique des événements
- > Bibliographies et sélection de sites Internet
- > Annuaire statistique mondial

En vente en librairie ou sur [www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)